



# Développement durable

—  
Rapport annuel 2015



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Direction de l'aménagement, de l'environnement et des  
constructions DAEC  
Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion RUBD**

Etat au 9 mars 2016

Photo : [www.123rf.com/photo\\_16385776\\_co2-footprint.html](http://www.123rf.com/photo_16385776_co2-footprint.html)

# Table des matières

<b>1</b>	<b>Stratégie Développement durable du canton de Fribourg</b>	<b>4</b>
<b>1.1</b>	<b>Vue d'ensemble du financement et de la mise en œuvre</b>	<b>4</b>
<b>1.2</b>	<b>Etat d'avancement des actions</b>	<b>5</b>
1.2.1	Urbanisation et mobilité	5
1.2.1.1	Plans de mobilité pour l'Etat – phase pilote	5
1.2.1.2	Développer les plans de mobilité pour l'Etat	6
1.2.1.3	Quartier durable de la Poya	6
1.2.2	Bâtiments, bureau, marchés publics et énergie	6
1.2.2.1	Marchés publics durables – fournitures	6
1.2.2.2	Marchés publics durables – construction	6
1.2.2.3	Assainissement des bâtiments de l'Etat	7
1.2.2.4	Amélioration de la gestion environnementale de l'Etat et sensibilisation	7
1.2.2.5	Participation de la population à la protection du climat	8
1.2.3	Cohésion sociale, santé, famille et travail	8
1.2.3.1	Promotion santé multisectorielle	8
1.2.3.2	Migration et Communes sympas	9
1.2.3.3	Sensibilisation au développement durable dans la formation continue de l'Etat	9
1.2.4	Gestion des ressources naturelles	10
1.2.4.1	Planification et communication pour la revitalisation des cours d'eau	10
1.2.4.2	Gestion globale des eaux	10
1.2.4.3	Concept cantonal pour les réseaux écologiques	10
1.2.4.4	Entretien écologique des bordures de routes	11
1.2.4.5	Meilleure utilisation du bois dans les constructions publiques	11
1.2.4.6	Valoriser les matériaux terreux dans l'agriculture	11
1.2.5	Formation et recherche	11
1.2.5.1	Education au développement durable (EDD)	11
1.2.5.2	Transition I – parrainage intergénérationnel	12
1.2.5.3	Formation continue en entreprise sociale	12
1.2.5.4	Renforcer le partage sur le site Friportail	12
1.2.6	Développement économique	12
1.2.6.1	Guide « PME et développement durable » – Blue Economy	12
1.2.6.2	Spots Blue Economy	12
1.2.6.3	Promotion de l'agriculture biologique	12
<b>1.3</b>	<b>Outils de mesure</b>	<b>13</b>
1.3.1	Evaluation de la durabilité	13
1.3.2	Monitoring du développement durable	13
<b>2</b>	<b>Soutien et information aux communes et entreprises proches de l'Etat</b>	<b>13</b>
<b>3</b>	<b>Communication, formation et coordination</b>	<b>14</b>
<b>4</b>	<b>Indicateurs de suivi de la stratégie Développement durable</b>	<b>15</b>

# 1 Stratégie Développement durable du canton de Fribourg

## 1.1 Vue d'ensemble du financement et de la mise en œuvre

Ce chapitre reflète la mise en œuvre des actions de la stratégie Développement durable (DD) du canton de Fribourg et non pas l'ensemble des activités durables dans le canton. Le bilan 2015 de financement et de mise en œuvre des actions est le suivant :

### **12 actions ont obtenu un financement et sont mises en œuvre**

- > Plan de mobilité pour l'Etat – phase pilote
- > Marchés publics durables – fournitures (véhicules, restauration collective, mobilier)
- > Assainissement des bâtiments de l'Etat
- > Amélioration de la gestion environnementale – énergie et informatique
- > Participation de la population à la protection climat
- > Promotion santé multisectorielle
- > Migration et communes sympas
- > Formation continue de l'Etat et DD – gestes durables et intégration dans l'e-learning
- > Revitalisation des cours d'eau
- > Gestion globale des eaux
- > Parrainage intergénérationnel
- > Promotion de l'agriculture biologique

### **8 actions sont mises en œuvre sans financement particulier**

- > Amélioration de la gestion environnementale – fournitures de bureau
- > Amélioration de la gestion environnementale – déchets et nettoyages
- > Entretien des bordures de routes
- > Education au DD – école obligatoire
- > Education au DD – formation continue des enseignant-e-s
- > Education au DD – formation HEP-FR
- > Formation entreprise sociale et solidaire
- > Renforcer le partage sur Friportail

### **4 actions sont terminées**

- > Réseaux écologiques
- > Guide PME et DD – publication Blue Economy
- > Spots Blue Economy
- > Bois dans les constructions publiques.

Le Conseil d'Etat a validé en novembre 2015 quatre nouvelles actions, qui complètent la stratégie DD :

### **4 nouvelles actions**

- > Développer les plans de mobilité pour l'Etat
- > Valoriser les matériaux terreux dans l'agriculture
- > Quartier durable de la Poya
- > Marchés publics durables – construction

Dès 2016, la gestion des budgets et comptes concernant le développement durable sera centralisée au Secrétariat général de la DAEC au lieu d'être répartie dans les Directions responsables d'actions.

## 1.2 Etat d'avancement des actions

### 1.2.1 Urbanisation et mobilité

#### 1.2.1.1 Plans de mobilité pour l'Etat – phase pilote

Le Conseil d'Etat a exprimé sa volonté de mettre en œuvre des plans de mobilité pilote pour l'administration cantonale dans sa stratégie DD de 2011 et dans son Programme de législature 2012-2016. Il a institué en juin 2015 un groupe de travail « Plans de mobilité » (voir chapitre 1.2.1.2 sur la nouvelle action « Développer les plans de mobilité pour l'Etat »).

#### **Plan de mobilité restreint pour le site EVA**

Un premier projet pilote a démarré en été 2011 en vue du déménagement du Service de l'environnement (SEn), du Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV) et de la Section lacs et cours d'eau (SLCE – SPC) sur le site EVA à Givisiez, qui a eu lieu cette année. Une première analyse, composée d'une enquête de mobilité auprès des collaborateurs et collaboratrices concerné-e-s, d'un diagnostic des déplacements et de mesures d'accompagnement, a été établie en mars 2012 par le bureau Team+. Un complément d'étude a ensuite été mandaté par le Service de la mobilité (SMo) pour clarifier la mise en œuvre concrète du plan de mobilité, en particulier la gestion du stationnement sur le site, et évaluer les mesures d'accompagnement proposées en termes de report modal. Un plan de mobilité restreint a été mis en place.

#### **Plan de mobilité du Service public de l'emploi (SPE)**

En parallèle, et sur l'initiative du Service public de l'emploi (SPE), un deuxième plan de mobilité a été élaboré en 2013. Outre un rappel des bases légales concernant la priorité des déplacements professionnels en transports publics (TP), il propose un accès facilité à un abonnement TP, une organisation de séances économe en déplacements et met des véhicules de la société d'autopartage Mobility à disposition de ses employé-e-s pour les déplacements professionnels. Un premier bilan après une année a démontré une baisse de plus de 20 % des frais liés aux trajets parcourus.

#### **Plan de mobilité pour le site de Grangeneuve**

Un autre plan de mobilité pilote a été lancé fin 2014 pour le site de Grangeneuve, en collaboration avec la Confédération. Il accompagne le regroupement de la station de recherche Agroscope Liebefeld-Posieux (ALP) à Posieux, prévu en 2018, mais concerne également l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve (IAG). L'ALP étant un institut fédéral, une partie des bases légales à considérer (règlement d'attribution des cases de stationnement, incitations financières, etc.) relève de la compétence de la Confédération. Des dérogations à celles pour le personnel de l'Etat travaillant sur ce site seront donc vraisemblablement nécessaires afin d'obtenir une égalité de traitement pour l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices. Un rapport technique comprenant un diagnostic et définissant des objectifs et un plan d'action a été réalisé. Des études techniques complémentaires sont actuellement en discussion afin d'approfondir différents aspects.

#### **Plan de mobilité pour le Bourg à Fribourg**

Un projet pilote est également prévu dans le quartier du Bourg. Il fait suite à un mandat déposé en décembre 2013 par plusieurs députés. Avant de lancer les études pour ce plan qui concerne de nombreux services et directions de l'Etat, la DAEC a souhaité qu'une orientation stratégique, tenant compte des expériences faites lors de l'établissement du plan de mobilité pour le site EVA et du SPE, soit définie par le Conseil d'Etat.

### 1.2.1.2 Développer les plans de mobilité pour l'Etat

Cette nouvelle action de la stratégie DD fait suite aux travaux de la phase pilote. Le Conseil d'Etat a mis sur pied, sur proposition de la DAEC, un groupe de travail « Plans de mobilité » en juin 2015, composé du Secrétaire général de la DAEC, de représentants du Service des bâtiments (SBat), du SMO, du Service du personnel et d'organisation (SPO) et de l'Administration des finances (AFin) ainsi que de la responsable DD. La fonction de ce groupe de travail est de planifier, de coordonner et de préavisier les futurs plans de mobilité avant leur transmission pour validation au gouvernement fribourgeois. Il soutiendra également les services dans l'élaboration de leur plan de mobilité. Chaque plan sera élaboré par une organisation de projet propre à chaque site.

Ce groupe de travail est en train d'élaborer un catalogue de mesures pouvant être utilisées pour les futurs plans de mobilité. Ce catalogue sera soumis à l'approbation du Conseil d'Etat et servira de cadre aux réflexions des services.

### 1.2.1.3 Quartier durable de la Poya

La mise en œuvre de cette nouvelle action débutera en 2016.

## 1.2.2 Bâtiments, bureau, marchés publics et énergie

### 1.2.2.1 Marchés publics durables – fournitures

Le Comité de pilotage DD a déterminé les fournitures à traiter de manière prioritaire. La responsable DD soutient divers groupes de travail, qui élaborent actuellement des critères DD et leur intégration dans les processus d'achats publics.

- > **Fournitures de bureau** : voir action spécifique.
- > **Produits de nettoyage** : voir action spécifique.
- > **Véhicules de l'Etat** : la responsable DD est en train d'élaborer une directive relative à l'achat des véhicules de l'Etat, en coordination avec les acteurs concernés (Service des ponts et chaussées SPC, Police cantonale, Office de la circulation et de la navigation OCN, SEN, Service de l'énergie, SMO et Etablissements de Bellechasse). La finalisation est prévue pour le premier semestre 2016.
- > **Restauration collective** : Le Conseil d'Etat a validé début 2015 des critères concernant les aspects « régional », « de saison », « biologique », « équitable » et « équilibré », qui ont servi de base à l'année-pilote, ainsi que les résultats de l'enquête effectuée en 2014 auprès des restaurants collectifs de l'Etat de Fribourg. L'année-pilote a eu lieu dans le restaurant collectif de l'Université de Fribourg – site Miséricorde et dans celui de l'Institut agricole de Grangeneuve. Elle a été accompagnée par une analyse de l'empreinte écologique des menus avec l'Outil Beelong et par une analyse sur l'aspect équilibré des menus par la Société suisse de nutrition. La Confédération (ARE) a soutenu financièrement l'analyse Beelong dans le cadre de son Programme d'encouragement pour le développement durable. Le bilan de l'année-pilote sera tiré durant le premier semestre 2016 et des propositions de mesures suivront.
- > **Mobilier** : le SBat tient compte du DD dans la mesure du possible lors de ses achats et travaux d'entretien. Ainsi, il complète le mobilier actuel au lieu de le remplacer par du neuf, recycle et rénove en grande partie les meubles existants, renonce à l'achat de mobilier électrique et privilégie les tables surélevées pneumatiques.

### 1.2.2.2 Marchés publics durables – construction

Les travaux pour la mise en œuvre de cette nouvelle action ont débuté fin 2015. L'élaboration d'un état des lieux au SPC et au SBat est en cours.

### 1.2.2.3 Assainissement des bâtiments de l'Etat

Les travaux sont prévus en trois étapes :

- > **Inventaire des flux énergétiques** : le SBat a mandaté plusieurs bureaux d'étude pour analyser 50 bâtiments de l'Etat. L'Université en a fait de même pour 19 bâtiments. Les résultats des bureaux ont été livrés. Par la suite, ces résultats sont contrôlés et analysés par le SBat (contrôle des bâtiments et des calculs, classement SIA, calcul des m<sup>2</sup> de façades et de fenêtres, etc.). Le rapport de synthèse du SBat est attendu pour fin janvier 2016.
- > **Propositions d'assainissement et élaboration d'une stratégie, en vue d'un plan financier** : seront élaborées en 2016 avec la fondation Energo créée en 2015 (nouvelle entité qui regroupe plusieurs acteurs spécialistes dans le domaine de l'efficacité énergétique des bâtiments), sur la base des différents rapports des bureaux d'ingénieurs CVS et avec la collaboration du Services des biens culturels.
- > **Programme d'assainissement** : devra faire l'objet d'un financement séparé.

### 1.2.2.4 Amélioration de la gestion environnementale de l'Etat et sensibilisation

#### 1.2.2.4.1 Fournitures

- > **Enveloppes et papier** : le Service d'achat du matériel et des imprimés (SAMI) propose aux unités administratives de l'Etat du papier entièrement recyclé comme standard pour toutes les utilisations (photocopies, impression office et publications, enveloppes). Il a fait le choix d'un label écologique de type ange bleu ou équivalent : papier entièrement recyclé, blanc, sans chlore, sans azurant optique ni produit cancérigène. Pour les enveloppes, 10 % sont des produits spéciaux qui ne sont parfois que partiellement recyclés, par exemple des enveloppes spéciales d'archivage en grand format ou des enveloppes qui doivent être plus rigides (part de fibres vierges nécessaire).
- > **Cartouches de toner remanufacturées** : suite aux différents tests effectués durant l'année 2014, l'approvisionnement des cartouches remanufacturées se poursuit au fur et à mesure des commandes clients. Le SAMI doit compter avec un délai d'approvisionnement plus long. Dans certains cas, par exemple pour les modèles récents d'imprimantes, les toners génériques ne sont parfois pas encore disponibles sur le marché. L'achat de ces toners s'est avéré très positif et se poursuivra à l'avenir.
- > **Autres fournitures** : les réflexions sont en cours.

#### 1.2.2.4.2 Déchets et nettoyages

- > **Déchets** : la Directive sur la gestion des déchets de bureau à l'Etat de Fribourg de mai 2012 est intégrée dans la gestion courante du Service des bâtiments (SBat), entre autres dans les séances avec les concierges. Un nouvel état des lieux sur la gestion des déchets de bureau a été lancé auprès de tous les services en automne 2015 par le SBat, la responsable DD et le SEn. L'analyse des résultats est en cours.
- > **Nettoyages** : Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'usage des produits écologiques est généralisé dans les bâtiments de l'Etat de Fribourg nettoyés par le personnel du SBat. L'usage d'un produit non labellisé pour l'entretien semestriel des sanitaires (nettoyages à fond) a toutefois été maintenu en raison des dépôts de calcaire. Les concierges et dames de nettoyage ont été formés sur l'utilisation de ces produits par le nouveau responsable des produits et matériel de nettoyage du SBat. Lors de la réunion des concierges du 30 avril 2015, le thème « l'écologie dans les produits de nettoyage » a été traité et présenté par la société Diversey/Taski.
- > **Papier WC** : recyclé 100 % à l'Etat de Fribourg.

#### 1.2.2.4.3 Informatique

Actuellement, la quasi-totalité du parc de postes de travail des services de l'administration cantonale, qui sont sous la responsabilité d'exploitation du Service de l'informatique et des télécommunications (SITel), sont configurés avec les paramètres d'économie d'énergie. Ces paramètres consistent à mettre progressivement en veille les équipements qui ne seraient pas utilisés pendant la journée, à imprimer en recto-verso par défaut, ainsi qu'à mettre en veille profonde des ordinateurs personnels le soir et le week-end.

En ce qui concerne le domaine des écoles professionnelle et académique cantonale (secondaire 2), le déploiement progressif sur les postes de travail n'a pas pu avoir lieu aussi vite que souhaité pour des raisons techniques. Néanmoins, un déploiement d'un outil de gestion d'énergie des postes de travail (AVOB) a eu lieu sur quelques salles de classe de trois établissements scolaires (Collège de Gambach, Collège de St-Michel, Ecole professionnelle artisanale et industrielle EPAI) et une phase pilote est en cours. Un bilan sera établi à l'issue de cette phase (fin janvier 2016) et une décision sera prise si le déploiement peut être poursuivi sur l'ensemble des établissements scolaires précités dans le courant de l'année 2016.

En ce qui concerne la consommation d'énergie dans la salle des machines, la mesure qui consistait à remplacer le maximum de serveurs physiques par des serveurs virtuels est terminée. En effet, le ratio de serveurs virtuels et serveurs physique optimal (et maximal) a maintenant atteint le seuil cible (75 %). Il n'y a pas d'autres mesures prévues pour la salle des machines.

Au sujet de l'arrêt des antennes wifi pendant la nuit, un sondage à l'intention des écoles sera soumis aux écoles lors du bilan mentionné précédemment. Ce sondage permettra de préparer une phase de déploiement aussi bien dans les écoles que dans les services de l'administration cantonale. Cette action se déroulera dans le courant de l'année 2016.

#### 1.2.2.5 Participation de la population à la protection du climat

Dans le cadre de sa stratégie DD, l'Etat de Fribourg a financé la réalisation de la plateforme bilingue [www.fribourg-climat.ch](http://www.fribourg-climat.ch) pour les habitant-e-s du canton. Cette plateforme a été mise en ligne le 27 novembre 2015, à la veille de la Conférence de Paris sur le climat. Elle propose de :

- > prendre connaissance du lien entre le style de vie et le climat en calculant les émissions de gaz à effet de serre ;
- > choisir une ou plusieurs actions concrètes à réaliser parmi toutes celles qui sont proposées pour réduire son impact personnel sur le climat ;
- > profiter d'un véritable guide pour y parvenir : conseils pratiques et adresses utiles.

Un communiqué de presse a été diffusé à l'occasion du lancement de la plateforme. Un mail d'information a été envoyé aux communes fribourgeoises et aux collaborateurs et collaboratrices de l'Etat.

[www.fribourg-climat.ch](http://www.fribourg-climat.ch) est la déclinaison fribourgeoise du site internet [www.leclimatentrenosmains.org](http://www.leclimatentrenosmains.org), créé et géré par LaRevueDurable, qui a également été mandatée par l'Etat de Fribourg pour organiser des animations dans les communes.

L'Etat de Fribourg est le premier canton à se doter d'une telle plateforme pour inciter sa population à agir en faveur du climat.

### 1.2.3 Cohésion sociale, santé, famille et travail

#### 1.2.3.1 Promotion santé multisectorielle

Dans le cadre de la réflexion sur une approche multisectorielle de la promotion de la santé, le Service de la santé publique (SSP) est membre d'un groupe de travail intercantonal, mis sur pied en 2014, qui



réfléchit à ces questions. Le groupe a tenu une séance au premier semestre 2015. Un mandat a été donné via Promotion santé suisse à un institut externe pour faire un état des lieux des bonnes pratiques en matière de promotion de la santé multisectorielle dans les cantons. Le SSP suit avec attention ce projet. Un atelier de travail a eu lieu en novembre 2015. Le prochain aura lieu en janvier 2016.

Pour le canton de Fribourg, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie DD, le projet phare de promotion de la santé multisectorielle mené en 2015 est un projet visant à l'égalité des chances en matière de santé pour la population migrante. A cet effet une collaboration intersectorielle est en cours entre le secteur prévention et promotion de la santé du SSP, la coordination pour les questions d'asile du Service de l'action sociale et le Bureau pour l'intégration des migrantes et des migrants de la DSJ. Le projet vise notamment à initier des réflexions sur ce thème, réflexions qui seront présentées et discutées lors d'une table ronde qui aura lieu le 22 février 2016. Un sous-projet a également été lancé ici, dans le cadre d'une réflexion sur l'âge et la migration. Par ailleurs, un appui a été fourni au projet Smart Event, visant à promouvoir des fêtes responsables, pour relever les aspects liés au développement durable. La 7<sup>e</sup> demi-journée réseau du programme cantonal « Je mange bien, je bouge bien – Regards croisés alimentation, mouvement et développement durable » du 23 novembre 2015 a été élaborée dans un esprit multisectoriel. Et finalement, la santé représente un des 4 thèmes des Gestes durables pour le personnel de l'Etat publiés en mars 2015 par le Développement durable.

Enfin, la Commission cantonale de promotion de la santé et de prévention, dans le cadre de l'élaboration de la future stratégie cantonale de prévention et de promotion de la santé, a confié au SSP le mandat d'aller à la rencontre de tous les Secrétaires généraux des Directions de l'Etat de Fribourg pour faire un état des lieux des projets existants ainsi que des potentialités en matière de promotion de la santé multisectorielle. Ces visites du SSP dans les Directions sont en cours de réalisation, et les entretiens menés sont en cours de retranscription et d'analyse. Cette démarche devrait notamment permettre d'identifier de nouveaux projets de promotion de la santé multisectorielle.

### 1.2.3.2 Migration et Communes sympas

Fin 2015, une huitième commune, Schmitten, a adhéré à Communes sympas. Les autres communes (Marly, Bulle, Villars-sur-Glâne, Düdingen, Estavayer-le-Lac et Wünnewil-Flamatt, Fribourg) renouvellent annuellement la formation, fréquentée par des migrant-e-s, des nouveaux et nouvelles citoyen-ne-s ainsi que des membres du personnel communal. Pour la commune de Fribourg, l'éventualité de faire deux formations en 2016 va être analysée.

Les statistiques 2015 n'étant pas encore disponibles, celles de 2014 montrent que 54 agent-e-s sympas ont rejoint les plus de 200 agent-e-s sympas déjà formé-e-s. Au niveau local, différents projets (rencontre de la population, projet intergénérationnel, accueil des nouveaux habitants, valorisation des quartiers, utilisation de l'espace public) ont été mis en place et rencontrent beaucoup de succès. Les agent-e-s sympas se rencontrent et échangent leurs expériences. Ainsi, 21 modules de formation continue leur ont été proposés dans tout le canton en 2014, dont un portant sur le développement durable. Ce sont 164 personnes qui ont suivi ces formations. A fin décembre 2014, plus de 50 % des 67 715 migrant-e-s séjournant dans le canton de Fribourg vivaient dans une commune participant au projet « Communes sympas ».

La journée 2015 des agent-e-s sympas s'est déroulée à Marly le 25 avril 2015 sur le thème de la presse et de savoir valoriser ses projets auprès des médias.

### 1.2.3.3 Sensibilisation au développement durable dans la formation continue de l'Etat

Le développement durable (DAEC-DD) a publié en mars 2015 des Recommandations de gestes durables pour le personnel de l'Etat sous forme de dessins humoristiques, effectués par un jeune dessinateur fribourgeois. Ces 14 dessins sont répartis en quatre thèmes majeurs (santé, informatique, mobilité et déchets) et peuvent être consultés sur le site du [développement durable](#). Les

Recommandations, regroupées par thème, ont été envoyées par courriel à tout le personnel de l'Etat quatre fois durant l'année 2015.

Le Service du personnel et de l'organisation (SPO) a intégré ces gestes dans ses modules e-learning sur le développement durable qui sont proposés aux nouveaux collaborateurs et nouvelles collaboratrices de l'Etat.

## 1.2.4 Gestion des ressources naturelles

### 1.2.4.1 Planification et communication pour la revitalisation des cours d'eau

En 2014, le Service des ponts et chaussées (SPC) a établi la planification stratégique cantonale des revitalisations. Cette planification vise à identifier, à l'échelle du canton et à long terme, les cours d'eau les plus importants pour la revitalisation. Quelques 2300 km de cours d'eau, pour lesquels des relevés écomorphologiques sont disponibles, ont été pris en considération. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a attesté en juillet 2015 que la planification du canton de Fribourg est conforme aux bases légales et à ses exigences.

Dix projets-pilotes sont en phase d'étude : Biorde, Petite-Glâne, Broye, Plaine de Seedorf, Singine, Sionge, Sarine en ville de Fribourg, R. du Chêne, R. de la Goletta, Tatrel. Dans le cadre de ces projets, le SPC a organisé, à la demande des communes, des séances d'information sur les projets en cours, avec l'intervention des acteurs impliqués dans lesdits projets. Afin de faciliter la tâche des communes, qui sont maîtres d'ouvrage des projets de revitalisation, le SPC a établi divers documents, notamment un cahier des charges et un cahier d'accompagnement pour les projets de revitalisation. En 2015, des travaux de revitalisation ont été réalisés sur deux cours d'eau (Areney et Moulin à Vuisternens-en-Ogoz).

Une action de communication en lien avec le projet de revitalisation de la Singine dans la commune de Wünnewil-Flamatt a été entreprise au sein de l'école primaire, afin d'informer les élèves et de les sensibiliser sur la restauration des milieux aquatiques.

Divers articles et présentations ont été réalisés durant l'année dans le cadre de formation continue ou de séminaires destinés aux professionnels actifs dans ce domaine.

Un projet de brochures sur l'espace réservé et la revitalisation a été développé et sera publié en 2016.

### 1.2.4.2 Gestion globale des eaux

Suite à la finalisation des études de base de l'épuration par régions afin de définir les solutions de traitement des eaux les plus efficaces et économiques pour l'ensemble du canton, le Service de l'environnement (SEn) a réalisé en 2015 un accompagnement des communes et associations concernées (région Morat en collaboration avec le canton de Berne ; région Payerne, Lucens et Avenches, en collaboration avec le canton de Vaud) afin que des organisations soient mises en place pour la planification et la réalisation des études de détails dans ce domaine.

Suite à l'approbation par le Conseil d'Etat à fin 2014 de la délimitation du canton en bassins versants, un mandat est en cours de finalisation afin de mettre à disposition des communes une aide à l'exécution pour faciliter leur regroupement (modèles de collaboration, principe de financement).

Les 4 mandats pour le plan sectoriel « Eaux souterraines » sont terminés depuis cet été. Les 5 en relation avec l'« Evacuation et épuration des eaux » sont en cours de réalisation et devraient être finalisés en 2016.

### 1.2.4.3 Concept cantonal pour les réseaux écologiques

Terminé.

#### 1.2.4.4 Entretien écologique des bordures de routes

Le relevé écologique des talus cantonaux, effectué par le bureau Pronat, est terminé. Le Service des ponts et chaussées (SPC) a déterminé avec un groupe de travail les zones à protéger. La directive du SPC en matière d'entretien des talus a été transmise en mars 2015 à la DAEC pour avis. Il a été décidé de tester cette directive durant une année, d'effectuer un bilan d'exploitation puis de la soumettre pour validation à la DAEC. L'application de la directive se déroule dans un esprit positif et constructif par les cantonniers. Le groupe de travail se réunira à nouveau en été 2016 durant la période de fauche, afin de partager ses expériences sur le terrain. Le bilan d'exploitation final sera tiré après cette rencontre.

A noter que les principes généraux d'entretien étant définis et les zones à protéger identifiées, les cantonniers appliquent déjà depuis le printemps 2014 de nouvelles règles de fauchage ayant pour but la préservation des prairies à haute valeur écologique.

#### 1.2.4.5 Meilleure utilisation du bois dans les constructions publiques

Terminé.

#### 1.2.4.6 Valoriser les matériaux terreux dans l'agriculture

La mise en œuvre de cette nouvelle action débutera en 2016.

### 1.2.5 Formation et recherche

#### 1.2.5.1 Education au développement durable (EDD)

Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance de juin 2014 de lancer les trois actions suivantes, qui visent à renforcer l'intégration des principes du développement durable dans les structures existantes.

##### 1.2.5.1.1 Renforcer l'EDD à l'école obligatoire

La coordination entre les collaborateurs et les collaboratrices pédagogiques du Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) a été renforcée par un regroupement à Romont dans des locaux communs. Les personnes en charge des dossiers de l'Education en vue d'un développement durable (EDD), des capacités transversales et plus particulièrement de celles des sciences humaines et sociales peuvent ainsi mettre en évidence les synergies nécessaires à la mise en œuvre du Plan d'études romand (voir [www.plandetudes.ch](http://www.plandetudes.ch)). Les nouveaux moyens d'enseignement de la géographie pour le cycle II de la scolarité obligatoire ont été conçus en ce sens par les collaborateurs et collaboratrices pédagogiques responsables de ce domaine disciplinaire.

##### 1.2.5.1.2 Groupe EDD dans la formation continue des enseignant-e-s

Le groupe pilote de formation en Education en vue d'un développement durable (EDD) a commencé son travail de mise en œuvre de séquences EDD à l'intention des enseignant-e-s. Cette phase pilote sera terminée en juin 2016 et les exemples de bonnes pratiques seront à disposition des équipes enseignantes sur Friportail septembre 2016.

##### 1.2.5.1.3 Introduction de l'EDD dans la formation HEP-FR

La formation intitulée « Demain en main » a eu lieu à la Haute Ecole Pédagogique (HEP) de Fribourg. Elle a pour but d'outiller les futur-e-s enseignant-e-s en compétences professionnelles pour mettre en œuvre en classe auprès des élèves des projets d'Education en vue du développement durable. Elle a consisté en deux semaines de formation, un atelier d'un jour et d'une mise en pratique par les étudiant-e-s de la HEP Fribourg d'un projet EDD, en classe de stage durant 4 semaines. Un accent a été mis sur les liens entre l'économie et le développement durable : visite d'entreprises fribourgeoises mettant l'accent sur le développement durable, mise en évidence des liens entre tissu économique et activités pédagogiques en classe dans l'esprit d'une éducation en vue d'un développement durable.

### 1.2.5.2 Transition I – parrainage intergénérationnel

Le projet de parrainage intergénérationnel a été mis en œuvre au CO de Marly de l'automne 2014 au mois de juin 2015. Deux seniors, un ancien directeur d'entreprise et l'ancien directeur du CO de Marly, ont accompagné 9 élèves d'une classe CPP (classe à projet professionnel). Un premier bilan de l'expérience a été effectué. Les principaux points positifs résident dans la mise à disposition du réseau professionnel des seniors et dans leur accompagnement des jeunes lors des contacts avec les entreprises. D'autres points, comme les attentes des différents partenaires, devraient être clarifiés.

### 1.2.5.3 Formation continue en entreprise sociale

La nouvelle formation CAS en entreprise sociale vise à faire cohabiter la logique de l'entreprise (viabilité économique) et celle de l'intervention sociale (efficacité sociale). La formation proposée à Fribourg et Lausanne par la Haute école de Gestion de Fribourg, en collaboration avec la Haute école de gestion de Genève, est prête. Marketing et communication ont eu lieu durant le dernier trimestre 2014. Le lancement, prévu en février 2015, a été reporté au printemps 2016. Pour faire connaître la formation, un workshop a été organisé en mai 2015 sur le thème des défis de management des ressources humaines. Un événement a été organisé le 10 novembre 2015 à Genève sur le thème de l'économie de demain et des entreprises sociétales avec présentation et table ronde. Plus de 200 personnes étaient présentes.

### 1.2.5.4 Renforcer le partage sur le site Friportail

Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance de juin 2014 de lancer cette action, qui vise à renforcer l'intégration des principes du développement durable dans les structures existantes. Friportail est le site des services de l'enseignement de la DICS.

Les exemples de bonnes pratiques qui sont en train d'être développés par le groupe pilote de formation en Education en vue d'un développement durable seront à disposition des équipes enseignantes sur Friportail dès mars 2016.

## 1.2.6 Développement économique

### 1.2.6.1 Guide « PME et développement durable » – Blue Economy

Terminé.

### 1.2.6.2 Spots Blue Economy

La Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR), en partenariat avec Cleantech Fribourg et le développement durable (DAEC-DD), a réalisé trois films sur la Blue Economy. Les films ont été présentés lors de l'assemblée générale de l'Union Patronale du Canton de Fribourg, le jour de l'ouverture de la Foire de Fribourg et dans le cadre d'une rencontre du Groupement industriel du canton de Fribourg. Les trois courts-métrages, dans lesquels apparaissent neuf entreprises fribourgeoises, démontrent la multitude de possibilités de mettre en œuvre des concepts durables tout en augmentant la rentabilité. L'idée de ces trois films est de présenter la philosophie de la Blue Economy aux entrepreneurs et entrepreneuses fribourgeois-e-s et de leur y donner goût. Les spots peuvent être visionnés sous [www.blue-economy.ch](http://www.blue-economy.ch).

### 1.2.6.3 Promotion de l'agriculture biologique

L'Institut agricole de Grangeneuve offre des conseils et visites aux agriculteurs et agricultrices désirant se reconverter à l'agriculture biologique depuis début 2010. Ces conseils et visites ont été financés jusqu'en 2011 par Bio Suisse, puis ils ont été intégrés dans la stratégie DD de 2012 à 2014. Durant l'année 2015, 10 conseils ont été donnés aux agriculteurs et agricultrices qui prévoient de se

reconvertir au bio. Il y a eu au total 12 visites sur les 3 exploitations de références et 10 reconversions au bio. La promotion de ces activités de conseil et de visites se fait via la vulgarisation agricole, des journaux et internet. En 2013, cette action a été intégrée au [Plan d'action pour le développement de l'agriculture biologique dans le canton de Fribourg](#). Elle fait partie d'une dizaine de mesures qui visent à augmenter de 50 % la surface cultivée en bio dans le canton de Fribourg d'ici 2020. Au vu de l'intérêt constant des agriculteurs et agricultrices pour ces informations, le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance de juin 2014 de prolonger cette action jusqu'en 2017.

## 1.3 Outils de mesure

### 1.3.1 Evaluation de la durabilité

Suite au bilan de la première phase-pilote, le Conseil d'Etat a décidé en juin 2014 de prolonger la phase-pilote d'une année supplémentaire et d'améliorer le processus d'évaluation de la durabilité Boussole21 avec les ressources existantes. Il s'agit dorénavant d'effectuer l'évaluation plus tôt dans les projets, de restreindre le nombre de projets à évaluer et de renforcer l'information dans l'administration ainsi que dans les Commissions du Grand Conseil. En 2015, 12 évaluations de la durabilité ont été effectuées, dont 2 avec le soutien de l'équipe d'audit. Les rapports d'évaluation ont été majoritairement publiés sur le [site du Grand Conseil](#). Le bilan de la phase-pilote supplémentaire est en préparation et sera finalisé durant le premier semestre 2016.

### 1.3.2 Monitoring du développement durable

Depuis 2010, Fribourg est membre du « Cercle Indicateurs », plateforme destinée au développement et à la mise en œuvre d'indicateurs de développement durable pour les cantons et les villes suisses. Le canton a participé en 2011, 2013 et 2015 au relevé bisannuel de ces indicateurs. Les résultats sont disponibles sur le site de l'[Office fédéral de la statistique](#) (OFS) ainsi que dans [l'Annuaire statistique 2016 du canton de Fribourg](#). Un commentaire de ces résultats a également été publié sur le site de l'[Office fédéral du développement territorial](#) (ARE). Le relevé 2015 des indicateurs a été publié en novembre 2015. D'une manière générale, on ne constate pas d'amélioration notable des indicateurs du développement durable du canton de Fribourg selon le Cercle Indicateurs entre 2011 et 2015.

## 2 Soutien et information aux communes et entreprises proches de l'Etat

Dans le but de promouvoir le développement durable auprès des communes, l'Etat de Fribourg (DAEC, DSAS et DICS) a élaboré, en collaboration avec l'Association des Communes Fribourgeoises, un [Portefeuille d'actions durables au service des communes fribourgeoises](#).

Ce document disponible sur internet présente une soixantaine d'actions durables très concrètes, destinées à inspirer les responsables communaux. Il défend une vision du développement durable au sens large, touchant à la promotion de la santé, du sport, de l'enfance et de la jeunesse, mais aussi à la protection de l'environnement, au renforcement de la mobilité douce, à une meilleure intégration des seniors et montre des pistes pour une économie socialement responsable.

Une enquête auprès des communes est prévue début 2017, afin de mieux connaître l'utilisation du Portefeuille et les besoins de ses utilisateurs et utilisatrices. Par la suite, le Portefeuille sera actualisé et complété. En fonction des retours des communes, des séminaires seront organisés.

Le développement durable a organisé en février 2015 un Workshop avec les unités rattachées administrativement ainsi qu'avec la Banque Cantonale de Fribourg, l'Etablissement cantonal

d'assurance des bâtiments, Groupe E et les Transports publics fribourgeois, durant lequel il a pu présenter ses activités et profiter des expériences faites par ses partenaires. Suite à un sondage auprès des participants-e-s, il a été convenu d'organiser un tel échange d'expérience tous les deux ans.

### 3 Communication, formation et coordination

Dans le but de promouvoir le développement durable auprès d'un large public, le développement durable (DAEC-DD) a communiqué sur la stratégie DD, sur le Portefeuille d'actions durables et sur les Gestes durables plusieurs fois en 2015. Ainsi, DAEC-DD a organisé en février 2015 un Workshop avec les unités rattachées administrativement et les 4 piliers de l'Etat, durant lequel il a pu présenter sa stratégie et ses activités ainsi que profiter des expériences faites par ses partenaires. DAEC-DD a également présenté ses activités en mai 2015 dans le cadre de l'Assemblée générale de NEUF, l'association estudiantine du développement durable de l'Université de Fribourg, en septembre 2015 lors du Forum énergie de l'Association Fribourgeoise des Institutions pour Personnes Agées, en octobre 2015 lors de la rencontre de l'Association suisse des Responsables cantonaux pour la Promotion de la Santé et en novembre 2015 dans le cadre d'un cours de la Haute Ecole de Gestion de Fribourg ainsi que dans le cadre de la 7<sup>e</sup> demi-journée réseau du programme cantonal « Je mange bien, je bouge bien ».

Par ailleurs, DAEC-DD a régulièrement des contacts avec de nombreux partenaires, tant au niveau fédéral (groupes d'échange et forums de l'ARE, réflexions pour la stratégie DD de la Confédération 2016-2019) qu'au niveau cantonal (Commission de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, Commission de promotion de la santé et de prévention) et au niveau communal. Il est par ailleurs membre du Comité de Coord21, association des collectivités et institutions de droit public de Suisse romande et du Tessin engagées dans une démarche de développement durable qui promeut l'échange de bonnes pratiques.

Le site du [Développement durable](#) de l'Etat de Fribourg est régulièrement actualisé et enrichi.

## 4 Indicateurs de suivi de la stratégie Développement durable

Sont utilisés les symboles suivants :



L'évaluation est positive. L'objectif a été atteint.



Pas de modification notable.



L'évaluation est négative. L'objectif n'a pas été atteint.









La mesure n'a pas encore débuté.










La mesure est en cours. Il est encore trop tôt pour se prononcer.

### Urbanisation et mobilité











Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Plan de mobilité pour l'Etat – phase pilote	<b>Nombre de plans de mobilité élaborés durant la phase-pilote</b> Objectif : 1 à 3 plans	Etudes pour un plan de mobilité à Grangeneuve et au quartier du Bourg à Fribourg en cours.
	<b>Nombre d'employé-e-s concerné-e-s par les plans de mobilité</b> Objectif : Augmentation du nombre	Environ 140 sur le site de Givisiez.  Environ 520 au quartier du Bourg (non élargi).
	<b>Pourcentage d'employé-e-s utilisant d'autres moyens de transports que la voiture individuelle</b> Objectif : Augmentation du pourcentage	A terme, en 2018, environ 2000 collaborateurs/trices et élèves (employé-e-s de la Confédération compris) sur le site de Grangeneuve.
	<b>Bilan à la fin de la phase-pilote</b> Objectif : Conclure la phase-pilote par un bilan	
Développer les plans de mobilité pour l'Etat	<b>Le groupe de travail est nommé</b> Objectif : Nomination	Nomination par le Conseil d'Etat en juin 2015.
	<b>Le catalogue de mesures est élaboré et validé</b> Objectif : Elaboration et validation	Les travaux sont en cours.
	<b>Nombre de plans de mobilité initiés /an</b> Objectif : Augmentation	
	<b>Nombre d'employé-e-s concerné-e-s</b> Objectif : Augmentation	







Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Quartier durable de la Poya	<b>L'objectif de durabilité est défini et ancré dans le projet</b> Objectif : Définition et ancrage	Démarrage des travaux en 2016	
	<b>La responsable DD est membre du Comité de projet</b> Objectif : Nomination	Démarrage des travaux en 2016	
	<b>La collaboration avec la HEIA et la HEG est en cours</b> Objectif : Collaboration	Collaboration prévue pour 2017	
	<b>La planification du quartier tient compte du DD</b> Objectif : DD dans planification		
	<b>La réalisation du quartier tient compte du DD</b> Objectif : DD dans réalisation		
	<b>L'exploitation du quartier tient compte du DD</b> Objectif : DD dans exploitation		

## Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie






Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Marchés publics durables – fournitures	<b>Liste des produits durables achetés</b> Objectif : Liste élaborée	L'élaboration d'un système de monitoring sera étudiée en 2016.	
	<b>Nombre d'appels d'offre pour fournitures intégrant le DD/an et en rapport avec le nombre total d'appels d'offre/an</b> Objectif : Augmentation du nombre	100%. Les marchés d'enveloppes, de papier et de cartouches de toner ont intégré le DD.	
	<b>Taux de succès des appels d'offre/an (un aspect du produit acheté tient compte du DD)</b> Objectif : Augmentation du taux de succès	L'élaboration d'un système de monitoring sera étudiée en 2016.	
Marchés publics durables – construction	<b>Etat des lieux effectué</b> Objectif : Etat des lieux	Vient de démarrer.	
	<b>Liste de mesures et critères prioritaires élaborée</b> Objectif : Liste élaborée		
	<b>Liste de mesures et critères prioritaires validée par le CE</b> Objectif : Liste validée		
	<b>Mesures et critères prioritaires mis en œuvre</b> Objectif : Mise en œuvre		









Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Assainissement des bâtiments de l'Etat	<b>Inventaire des bâtiments de l'Etat grands consommateurs d'énergie</b> Objectif : L'inventaire est terminé	Résultat des bureaux livré fin 2013. Le rapport de synthèse est attendu pour fin janvier 2016.	
	<b>Programme d'assainissement prioritaire des bâtiments de l'Etat</b> Objectif : Le programme est défini	Sera défini sur la base du rapport de synthèse.	
	<b>Nombre de bâtiments assainis énergétiquement</b> Objectif : Augmentation du nombre	Sera déterminé sur la base du programme d'assainissement et de son financement.	
	<b>Combustible ou kilowatts économisés</b> Objectif : Augmentation des litres ou kW économisés	Sera déterminé sur la base du programme d'assainissement et de son financement.	
Amélioration de la gestion et sensibilisation : Fournitures papier et matériel de bureau	<b>Taux d'achat de papier 100 % recyclé/an</b> Objectif : 100 % des achats	<b>Papier</b> : 100 % des achats	
	<b>Taux d'achat de fournitures de bureau recyclées ou recyclables/an</b> Objectif toners : 85 % des achats Objectif autres fournitures : 40 % des achats	<b>Enveloppes</b> : environ 90 % des achats. <b>Toners</b> : les modules remanufacturés sont stockés, livraisons au fur et à mesure des commandes clients. Actuellement, la quote-part de ces toners se monte à 85 %. Tendence stable. Les toners destinés aux périphériques récents ne sont pas toujours disponibles en version recyclée.	
		<b>Autres fournitures</b> : réflexions en cours.	
Amélioration de la gestion et sensibilisation : Déchets et nettoyages	<b>Déchets : état des lieux 3 ans après le premier</b> Objectif : En 2014	La Directive Déchets a été validée par le Conseil d'Etat en 2012.  Nouvel état des lieux effectué en 2015. Analyse en cours.	
	<b>Déchets : échantillonnage de 5 à 10 services sans concierges/an</b> Objectif : 5 à 10 échantillonnages / an	Sera mis en œuvre en 2016.	
	<b>Nettoyages : taux d'utilisation de produits certifiés écologiquement ou équivalents</b> Objectif : Augmentation du %	Le projet pilote avec deux lignes de produits écologiques dans un bâtiment est terminé. Les résultats sont concluants et l'usage de ces produits a été généralisé dans les bâtiments de l'Etat nettoyés par le personnel du SBat.	






Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Amélioration de la gestion et sensibilisation : Energie et informatique	<b>Pourcentage du parc de PC paramétré en mode « veille » par rapport au nombre de PC pouvant l'être</b> Objectif : 100 %	98 % des PC des services de l'administration cantonale en mode « veille » (2700 PC). PC écoles secondaire 2: travaux en cours 
	<b>Pourcentage du parc de PC paramétré en mode « arrêt nuit et week-end » par rapport au nombre de PC pouvant l'être</b> Objectif : 100 %	98 % des PC des services de l'administration cantonale en mode veille profonde pendant la nuit et le week-end (2700 PC).  PC écoles secondaire 2: travaux en cours. 
	<b>Taux d'imprimantes en recto-verso par rapport au nombre d'imprimantes recto</b> Objectif : 100 %	Environ 95 % des imprimantes ont les paramètres recto-verso (1030 imprimantes). 
	<b>Estimations annuelles des économies électriques IT</b> Objectif : Augmentation MWh	- 
Participation de la population à la protection climat	<b>Nombre de Fribourgeois-e-s engagé-e-s pour la protection du climat</b> Objectif : Augmentation du nombre de Fribourgeois-e-s engagé-e-s	L'action a démarré en 2014 et la plateforme bilingue a été mise en ligne le 27 novembre 2015. 
	<b>Nombre d'animations/an dans les communes</b> Objectif : 4 animations / an	Offre disponible depuis que le site bilingue est actif. 








## Cohésion sociale, santé, famille et travail

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Promotion santé multisectorielle	<b>Nombre de Directions rencontrées</b> Objectif : Augmentation du nombre	Rencontre de toutes les Directions de l'Etat de Fribourg. 
	<b>Nombre de présentations effectuées</b> Objectif : Augmentation du nombre	Rencontre de toutes les Directions de l'Etat de Fribourg. 
	<b>Processus EIS / projets déterminés</b> Objectif : Augmentation du nombre d'EIS / projets déterminés	Augmentation : migration, âge et migration, smart event, ½ journée Manger/bouger, gestes durables. 
	<b>Introduction EIS / projets a eu lieu</b> Objectif : Augmentation du nombre d'EIS / projets ayant eu lieu	Une EIS dans le domaine de l'asile a été effectuée, ainsi qu'une action de valorisation en 2014 (ateliers alimentation dans centre de requérants avec familles). 
Migration et communes sympas	<b>Nombre de communes participant à cette action/an</b> Objectif : 12 communes sur 5 ans, augmentation	Total de 8 communes en 2015 (total de 7 en 2014). 

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
	<b>Nombre d'agent-e-s sympas formé-e-s/an</b> Objectif : 15 par an et par commune, augmentation	54 agent-e-s sympas formé-e-s en 2014 (113 en 2013).  Statistiques 2015 pas encore disponibles.	
	<b>Nombre de modules de formation continue/an</b> Objectif : 10	21 modules répartis sur 21 jours en 2014 (10 modules en 2013).	
	<b>Nombre de projets concrets mis en œuvre dans les communes/an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Une vingtaine de projets et de participation à d'autres projets en 2014 (12 projets en 2013) (estimation).	
	<b>Nombre de rencontres réalisées au sein des communes/an</b> Objectif : Augmentation du nombre	35 rencontres en 2014 (30 rencontres en 2013) (estimation).	
Formation continue de l'Etat et DD	<b>Nombre de jours de formation continue en matière de DD</b> Objectif : Augmentation du nombre	14 gestes durables communiqués en 4 fois aux employé-e-s de l'Etat.  Gestes DD intégrés dans l'e-learning pour les nouveaux et nouvelles employé-e-s.	
	<b>Impression des supports de cours en recto-verso</b> Objectif : Mise en œuvre systématique	Recto-verso systématique.	

## Gestion des ressources naturelles














Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Revitalisation des cours d'eau	<b>Publication de la stratégie et du plan d'action cantonal pour la revitalisation des cours d'eau</b> Objectif : Publication	Stratégie et plan d'action cantonal approuvé par la DAEC et la DIAF, puis remis à l'OFEV fin 2014. Publication début 2015.	
	<b>Nombre de publications (plaquettes d'information, articles de journaux, etc.)</b> Objectif : 3 / an, augmentation	3 publications en 2014 (4 articles dans la Liberté en 2014).	
	<b>Nombre de séances avec les communes et les agriculteurs</b> Objectif : 10 / an, augmentation	20 séances avec les communes concernées en 2015 (15 séances en 2014).	
	<b>Nombre de projets pilote réalisés</b> Objectif : 5 à 10 / an, augmentation	10 projets pilotes en cours en 2015 (8 projets pilote en cours en 2014).	
	<b>Nombre de kilomètres revitalisés/an</b> Objectif : 1 à 3 km / an d'ici 5 ans	0.2 km en 2015 (0.7 km en 2014).	


Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Gestion globale des eaux	<b>Relevés de la qualité des eaux</b> Objectif : Augmentation du nombre	Concept annuel (par cycle de six ans). Etude de 4 bassins versants (3 en 2014). 
	<b>Elaboration d'études de base et de plans sectoriels</b> Objectif : Augmentation du nombre	1 étude de base commencée (5 terminées en 2014).   (Etude de base terminée pour le traitement par les STEP des micropolluants en 2014).  1 étude de base terminée dans le domaine des eaux superficielles (1 en phase terminale en 2014).  1 étude de base réalisée dans le domaine de l'organisation des communes en bassin versant.
		5 mandats terminés pour la réalisation du plan sectoriel « eaux souterraines » (5 en cours en 2014).
		10 mandats en cours pour la réalisation du plan sectoriel « évacuation et épuration des eaux ». (6 en cours en 2014).
		Mandat terminé pour la proposition de délimitation des bassins versants en 2014. 
		Création d'un site internet spécifique au domaine de l'eau ( <a href="http://www.fr.ch/eau">www.fr.ch/eau</a> ) en 2014. 
Réseaux écologiques	<b>Création de bassins versants</b> Objectif : Création	Guichet cartographique (ajout d'une couche « admissibilité des sondes géothermiques » et mise à jour de la couche « protection des eaux »).  10 bulletins terminés (3 en 2014).
	<b>Nombre d'informations via des séances et des bulletins</b> Objectif : Augmentation du nombre	
	<b>Publication d'un rapport</b> Objectif : Rapport publié	Rapport publié en 2014. 
Entretien des bordures de route	<b>Inventaire de toutes les bordures de routes cantonales</b> Objectif : Inventaire terminé	Les relevés écologiques sont terminés. L'inventaire a été adapté en 2014. Il est terminé mais reste, par nature, évolutif. 
	<b>Directives d'entretien des talus</b> Objectif : Directives validées	Les Directives seront validées en 2016. 

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Bois dans les constructions publiques	<b>Nombre de bâtiments dans lesquels le bois a une fonction constructive (importante) au début des études</b> Objectif : Augmentation du nombre	Projet importante à Granges-Paccot en développement.	✓
	<b>Directive relative à l'utilisation du bois adaptée</b> Objectif : Adaptation	Directive bois adaptée en août 2014.	✓
	<b>Intégration d'un spécialiste bois comme membre du jury dans tous les concours d'architecture</b> Objectif : Intégration	Intégration depuis 2012.	✓
Valoriser les matériaux terreux dans l'agriculture	<b>La définition des sols méritant une amélioration de la fertilité est précisée</b> Objectif : Précision	Définies travaux en 2016	⌚
	<b>Les études préalables nécessaires à un projet d'amélioration d'un sol sont définies</b> Objectif : Etudes définies		⌚
	<b>Les variantes de localisation des sols méritant une amélioration de la fertilité sont définies</b> Objectif : Variantes définies		⌚
	<b>Les démarches pour la valorisation des matériaux terreux issus des chantiers sont définies et testées</b> Objectif : Démarches définies et testées		⌚
	<b>La méthodologie documentée est validée et si nécessaire intégrée dans le Plan directeur cantonal</b> Objectif : Méthodologie validée et evt. intégrée		⌚






## Formation et recherche

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Renforcer l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) à l'école obligatoire	<b>Nombre de liens Formation générale – EDD dans les nouvelles ressources développées</b> Objectif : Augmentation du nombre	A débuté en septembre 2015 pour le PER.	⌚
	<b>Nombre de séances d'information présentant la perspective éducative EDD / an dans les arrondissements primaires et les écoles du cycle d'orientation.</b> Objectif : Augmentation du nombre	A débuté en septembre 2015 pour le PER. Séances d'information – formation effectuées en collaboration entre la HEP Fribourg et le Service de l'enseignement obligatoire de langue française	⌚
Introduction de l'EDD dans la formation HEP	<b>Nombre de mesures mises en œuvre / an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Pour 25 étudiant-e-s, deux semaines complètes de formation initiale – stage de 4 semaines avec mise en œuvre de projets EDD	⌚



Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
	<b>Renouvellement périodique de l'accréditation de la HEP-FR</b> Objectif : Renouvellement effectué	Débute en janvier 2016.	
	<b>Dispositif permettant l'initiative des étudiant-e-s</b> Objectif : Dispositif mis en place	La Rectrice de la HEP Fribourg est déléguée au sein du programme « Initiatives estudiantines en faveur du DD 2017–2020 », qui est en train d'être développé.	
Groupe EDD dans la formation continue des enseignant-e-s	<b>Nombre d'enseignant-e-s volontaires</b> Objectif : Augmentation du nombre	5 enseignant-e-s volontaires.	
	<b>Nombre de projets validés</b> Objectif : Augmentation du nombre	2 séances entre spécialistes / 3 projets validés – environs 40 leçons par projet développé dans les classes.	
Parrainage intergénérationnel	<b>Diminution du nombre de jeunes sans place d'apprentissage en fin de scolarité</b> Objectif : % Diminution	A démarré en automne 2014 au CO de Marly.	
	<b>Diminution du nombre de jeunes dans les offres transitoires</b> Objectif : % Diminution	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Augmentation du nombre de jeunes avec un titre du secondaire II</b> Objectif : % Augmentation	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Augmentation du nombre de places de formation</b> Objectif : % Augmentation	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Réduction du nombre d'échecs des personnes en formation professionnelle initiale de 2 à 4 ans</b> Objectif : % Diminution	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Réduction du nombre de ruptures de contrats</b> Objectif : % Diminution	Pas encore de chiffres disponibles.	
Formation entreprise sociale	<b>Création d'une formation certifiante</b> Objectif : Formation proposée	Formation prête. Marketing et communication au dernier trimestre 2014 et en 2015. Lancement repoussé au printemps 2016.	
	<b>Nombre d'inscrit-s-e</b> Objectif : Augmentation du nombre		
Renforcer le partage sur le site Friportail	<b>Le DD et l'EDD apparaissent dans la structure du site Friportail</b> Objectif : Structure adaptée	Débute en janvier 2016, avec restructuration du site.	

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
	<b>Nombre de mises en œuvre exemplaires / an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Idem 

## Développement économique

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Guide PME et développement durable	<b>Nombre de guides distribués (sur papier et en téléchargement)</b> Objectif : Augmentation du nombre	Publication encart et site BlueEconomy dans Fribourg-Network-Freiburg en mars 2014. 
Spots Blue Economy	<b>Nombre de spots élaborés</b> Objectif : 4 en 2015	Un film de présentation générale et 3 films portant en tout sur 9 entreprises fribourgeoises ont été produits en 2015. 
	<b>Mise à disposition des associations économiques</b> Objectif : 3 événements et mise sur internet	3 événements organisés en 2015. Mise des films sur internet en parallèle. 
Promotion de l'agriculture bio	<b>Nombre de conseils individuels</b> Objectif : 20 / an entre 2012 et 2014, 60 conseils entre 2015 et 2017	10 conseils, suivis de 10 décisions de reconversion en 2015 (10 conseils suivis de 7 décisions en 2014). 
	<b>Nombre de visites de fermes de référence</b> Objectif : 20 / an entre 2012 et 2014, 24 à 30 visites entre 2015 et 2017	12 en 2015 (5 en 2014). 

## Outils

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Evaluation de la durabilité	<b>Nombre d'évaluations avec variante 1 de base</b> Objectif : Nombre / an	10 évaluations de base (11 en 2014). 
	<b>Nombre d'évaluations avec variante 2 de soutien</b> Objectif : Nombre / an	Réduction du nombre d'évaluation liée à la nouvelle procédure de tri. 2 évaluations de soutien (4 en 2014). 

---

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Monitoring DD	<b>Résultats du monitoring bisannuel</b> Objectif : Amélioration générale pour FR	On ne constate pas d'amélioration notable des indicateurs du développement durable du canton selon le Cercle Indicateurs entre 2011 et 2015. 